

## Avant-Propos

- **Approcher de Gaulle, c'était voussoyer l'Histoire**, par Dominique Bussereau, ancien ministre, président du Département de la Charente-Maritime, président de l'Assemblée des Départements de France

*Lorsque Jacques Godfrain et l'équipe éditoriale d'Espoir m'ont proposé de faire écho à l'exposition organisée par le Département de Charente-Maritime, cela a été pour moi une joie et une fierté. Plus que tout autre chef d'Etat du XXe siècle et de la Ve République, le général de Gaulle aura marqué les femmes et les hommes de France lors de ses voyages officiels.*

Tous se souviennent d'une poignée de main, d'un regard ou même de l'avoir simplement vu. Car approcher de Gaulle, c'était voussoyer (car avec lui point de familiarité) l'Histoire, c'était constater que la France était incarnée, c'était cette conviction, rassurante et exaltante à la fois, que notre patrie était gouvernée par un Grand Homme.

Dans ses voyages le Général atteignait cet optimum politique, en fait très moderne de donner à voir à la fois la dignité altière de l'Etat et une disponibilité chaleureuse aux préoccupations de ses compatriotes.

C'est ce sens de la proximité et cet attachement charnel aux réalités françaises que portent également les Départements à une échelle politique bien plus modeste, mais décisive pour la cohésion de la Nation.

Ce numéro d'*Espoir* est une des premières concrétisations du partenariat qui lie désormais la Fondation Charles de Gaulle et l'Assemblée des Départements de France. Je sais qu'il sera fructueux car la mémoire du plus grand des Français est aussi une source d'exigence pour nos politiques locales. Toute charge publique, *a fortiori* électorale, doit obliger son détenteur à se dépasser pour être digne de notre Histoire, c'est ainsi que l'exemple du général peut éclairer nos engagements.

- **La France qui se réunit autour du chef**, par Jacques Godfrain, ancien ministre, président de la Fondation Charles de Gaulle.

*C'est avec plaisir que je salue l'initiative des Archives départementales de Charente-Maritime de consacrer une exposition aux voyages présidentiels en province du général de Gaulle en revenant sur l'exemple de celui de 1963 dans ce département.*

*Je tiens à remercier ici Dominique Bussereau, président du Département de la Charente-Maritime et président de l'Assemblée des Départements de France pour l'aide généreuse qu'il a bien voulu apporter à cette manifestation qui initie très heureusement le partenariat récemment signé entre l'Assemblée des Départements de France et notre Fondation.*

Loin d'être anecdotiques, les voyages présidentiels en province représentent une part essentielle de l'action du général de Gaulle. Il est en effet le seul chef de l'Etat ayant parcouru l'intégralité des départements français, y compris ceux d'outre-mer : 31 voyages représentant 112 journées sur les routes et 1178 haltes au long de ces parcours.

« Par le son et par l'image, je suis proche de la nation mais en quelque sorte dans l'abstrait. D'autre part, les cérémonies publiques, les prises d'armes, les inaugurations, auxquelles je donne assurément toute la solennité voulue, mais où je suis entouré du rituel qui

est de rigueur, ne me mettent guère au contact direct des personnes. Pour qu'un lien vivant s'établisse entre elles et moi, j'entends me rendre dans tous les départements ».

Par ce contact direct, ce rapprochement physique, le général de Gaulle mesure les attentes de la population, jauge son humeur, vérifie les résultats de sa politique sur le terrain, annonce et explique ses projets pour le pays. Pour les Français massés sur les places publiques lors de ses discours ou au bord des routes lors du passage du cortège officiel, c'est le moment de la communion des âmes où chacun se sent pleinement acteur de l'unité nationale. C'est la France qui se réunit autour de son chef.

A André Malraux qui lui demandait « La France, c'est quoi pour vous ? », le Général répondra : « C'est le peuple ».

- **Une trace forte dans la mémoire nationale**, par Marc Fosseux, secrétaire général de la Fondation Charles de Gaulle

*Tout au long de sa vie publique, Charles de Gaulle a effectué de très nombreux déplacements dans la France de métropole et d'outre-mer à la rencontre des Français, qui, après avoir seulement entendu sa voix pendant quatre ans à la radio de Londres, l'ont vu en chair et en os, pour la première fois à Bayeux le 14 juin 1944, et la dernière en Bretagne du 31 janvier au 2 février 1969.*

Aujourd'hui encore, ces voyages laissent une trace très forte dans la mémoire nationale. L'initiative des Archives départementales de Charente-Maritime d'organiser une exposition sur le voyage dans ce département (et dans la région Poitou-Charentes et la Vendée) en 1963 a rejoint notre volonté depuis plusieurs mois de faire un numéro d'*Espoir* sur les voyages présidentiels, et c'est une coïncidence heureuse. Respectant un protocole républicain aujourd'hui disparu (par exemple les honneurs rendus au Chef de l'Etat avant qu'il ne monte dans un train en gare parisienne, le voyage en autorail présidentiel, etc.), ces voyages étaient en même temps tout à fait modernes car ils visaient à montrer la formidable entreprise de modernisation du pays sous l'impulsion de l'Etat. Comme le montrent les dossiers conservés à la Fondation, le général de Gaulle apportait un soin particulier à la préparation de ces voyages et celle-ci mobilisait pendant de longues semaines son cabinet, les membres du Gouvernement concernés, et les autorités locales. Car il s'agissait non seulement de permettre au Chef de l'Etat de se rendre compte par lui-même de la vie et des préoccupations des Français, mais aussi de donner l'impulsion nécessaire à des politiques d'aménagement souvent obstruées par les lenteurs administratives et enfin, très souvent de délivrer de grands messages politiques.

Lorsqu'on étudie les voyages du général de Gaulle en France, on peut distinguer quatre ou cinq périodes successives.

D'abord la Libération, période essentielle où le Général se rendit dans toutes les régions au fur et à mesure de leur libération pour affirmer l'autorité de l'Etat et celle du gouvernement provisoire qu'il dirigeait.

A partir de l'été 1945, de Gaulle entreprit des déplacements (par exemple en Bretagne et dans le Nord et le Pas-de-Calais en juillet) pour expliquer la nécessité d'engager une réforme des institutions qui commença à la suite du référendum d'octobre et de l'élection de l'Assemblée constituante en novembre. Les déplacements furent également l'occasion – et cela continua après 1946 – de rendre hommage au sacrifice des combattants et résistants et d'inaugurer des monuments.

Après avoir quitté le pouvoir le 20 janvier 1946, de Gaulle renoua avec des déplacements motivés au départ par des cérémonies mémorielles qui lui donnaient aussi

l'occasion d'exprimer avec force ses conceptions politiques : à Bayeux le 16 juin 1946 et à Epinal le 27 septembre, au cœur de la grande controverse institutionnelle, puis, après la création du Rassemblement du peuple français en avril 1947, dans tout le pays. Il ne faut pas oublier l'importance de ces innombrables voyages, se déroulant souvent dans des conditions très simples (le Général hébergé chez l'habitant, déjeunant en bord de route), où de Gaulle entouré des militants et de ses fidèles a découvert la France et les Français, les élus locaux, la diversité des territoires. Cette expérience lui fut utile par la suite.

Après son retour au pouvoir en 1958, les déplacements du Président du Conseil puis du Président de la République concernèrent d'abord l'Algérie et les territoires promis à intégrer la Communauté créée par la nouvelle Constitution. Mais de Gaulle entreprit rapidement un véritable tour de France, dans le but de consolider les nouvelles institutions et d'annoncer aux Français ses choix politiques directement et sans intermédiaire sur les sujets essentiels, en particulier sur l'Algérie (cf. le voyage dans le Nord-Pas-de-Calais de septembre 1959 juste après le discours du 16 septembre sur l'autodétermination).

Le rythme des déplacements se maintint après 1962 pour permettre au Général de boucler son tour de tous les départements français avant la fin de son premier mandat présidentiel en 1965. Ils furent consacrés à la modernisation du pays sur les plans économique, des équipements publics, de l'émergence du fait régional, de l'avenir de la jeunesse. Le déplacement de quatre jours dans la région Nord en avril 1966 que je relate dans ce numéro en constitue l'un des meilleurs exemples, montrant une mobilisation exceptionnelle du Gouvernement et des politiques publiques dont les effets se sont fait sentir des années après. Pourtant, le rythme des déplacements se ralentit sensiblement de 1966 à 1969, en dépit des intentions. Les grands voyages internationaux du Général occupaient il est vrai beaucoup de temps (on pense au tour du monde d'août-septembre 1966), et les événements de mai 1968 provoquèrent un vrai coup d'arrêt avec un seul grand déplacement en région durant la dernière année de la présidence, en l'occurrence le déplacement breton du 31 janvier au 2 février 1969 destiné à lancer la campagne référendaire.

Si ses successeurs ont naturellement poursuivi la pratique des voyages présidentiels en région, beaucoup de choses ont changé en ce qui concerne la forme, l'importance politique, la préparation de ces déplacements. Il est devenu très rare qu'un Président de la République reste plusieurs jours de suite dans une région, et les déplacements sont aujourd'hui plus courts et concentrés sur un thème précis, sans contenir forcément de message politique fort ni comprendre des discours à portée nationale. Le format de ces déplacements est largement déterminé par les demandes pour ne pas dire les exigences des journalistes, et la place accordée aux corps intermédiaires est paradoxalement moins importante qu'à l'époque du général de Gaulle. L'empreinte laissée par un déplacement présidentiel est rapidement effacée, et le contact direct avec les habitants moins recherché. L'avenir dira si tout ceci peut évoluer avec l'arrivée d'un nouveau président.